



REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/DE/2017

DU 28/09/2017

relatif au

« DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE REGIONALE DE
PROMOTION DE L'EMPLOI ET RENFORCEMENT DES CAPACITES
DES ACTEURS DE PROMOTION DE L'EMPLOI »

LOT UNIQUE

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n°01/DE/2017 ayant pour objet le développement d'une stratégie régionale de promotion de l'emploi et renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi, en lot unique, pour le compte de la Direction de l'Emploi relevant du Ministère du travail et de l'Insertion Professionnelle. Ce règlement a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire audit décret est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le Directeur de l'Emploi.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE DECAISSEMENT

Les prestations sont financées dans le cadre d'un don espagnol suite au Protocole Administratif de Coopération entre les Royaumes du Maroc et d'Espagne, signé à Rabat le 30 Avril 2014, dont l'avenant du 21 juillet 2016, et à la Résolution d'octroi de subvention de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID) n° 2013/SPE/0400178, du 28 novembre 2013.

Le financement dans le cadre du marché objet du présent appel d'offres s'entend hors impôts, taxes et droits de douane conformément au Protocole Administratif de Coopération susvisé.

ARTICLE 4 : MODE DE JUGEMENT DES OFFRES

Le présent appel d'offres concerne un marché à « lot unique ». Le jugement des offres des concurrents sera effectué en lot unique.

ARTICLE 5 : GROUPEMENTS

Les groupements sont soumis aux dispositions de l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 6 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Une copie de l'avis d'appel d'offres ;



- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement (annexe 1) ;
- d. Le modèle de déclaration sur l'honneur (annexe 2) ;
- e. Le modèle de la décomposition du montant global par poste avec indication des quantités forfaitaires (annexe3) ;
- f. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publié sur le portail des marchés de l'Etat. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349 précité. Dans ce cas, la nouvelle séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 8 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux de la Direction de l'Emploi, sise aux locaux du Ministère du travail et de l'Insertion Professionnelle au 17 Rue Al Jommayz, Hay Riad – Rabat, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site www.emploi.gov.ma.

ARTICLE 9 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 22 du décret n° 2.12-349 précité, les demandes d'éclaircissements ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage, sis au 17 Rue Al Jommayz, Hay Riad – Rabat.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents et ce, par lettre



recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le portail des marchés publics.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le 10^{ème} et le 7^{ème} jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (03) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de Prévoyance Sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes qui sont en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 précité ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 11 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-12-349, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A- le dossier administratif comprend :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 ;
- b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire;



c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349.

NB : Pour les concurrents en redressement judiciaire, une copie légalisée de l'autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente leur permettant de poursuivre l'exercice de leur activité.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 :

a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée;
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 10 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 10 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.



B- Le dossier technique comprend pour chaque prestation :

a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, et la qualité de sa participation. Cette note doit être datée et signée par le soumissionnaire.

b- Les attestations de référence relatives aux prestations spécifiques réalisées par le soumissionnaire dans les domaines :

- d'ingénierie de diagnostic et développement territoriaux ;
- d'ingénierie des politiques d'emploi ;
- d'ingénierie de la formation (développement et mise en œuvre),
- de la communication et de l'événementiel.

Les références dans les prestations similaires à celles objet du présent appel d'offres réalisées tant au Maroc que dans d'autres pays.

Les attestations de référence ou leurs copies certifiées conformes, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations, devront préciser notamment, la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

c- Une copie certifiée conforme du certificat d'agrément D13, conformément à l'article 19 du décret n°2-98-984 du 4 Hija 1419 (22 mars 1999).

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir les dossiers techniques composés de **a** et **b** seulement.

NB : Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1- Au moment de la présentation de l'offre :

- Les pièces prévues au 1 du A du présent article et une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- Le dossier technique.

2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

- L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 10 ci-dessus. Cette attestation qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 10 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de



sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces du présent 2) sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 12 : L'OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet de cet appel d'offres aux moyens de compétences adéquates, et selon une méthodologie et un planning de réalisation déterminés. A cet effet, ils doivent fournir les documents ci-après :

1. Une note de présentation de la méthodologie qui sera adoptée par le concurrent pour réaliser les prestations objet de l'appel d'offres, telles qu'indiquées dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS). Ladite note indique une esquisse explicite du montage méthodologique relatif à chacune des prestations en termes de modules, de phasage, de choix et de définition des indicateurs, des modes opératoires de collecte d'information, d'analyse et d'étude... Il est également demandé d'améliorer les termes de cette étude, s'il y a lieu. Cette note doit faire l'exposition de :

- La consistance des prestations qu'il propose réaliser ;
- L'approche qu'il compte adopter ;
- Planning d'exécution, de l'organisation du travail, des moyens techniques et matériels que le concurrent envisage de mettre en œuvre pour l'exécution de la prestation dans le délai fixé par le maître d'ouvrage.

2. Une note indiquant la composition de l'équipe qui sera chargée de la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres. Cette équipe sera multidisciplinaire et comprendra :

- Un(e) spécialiste en diagnostic et développement territoriaux de compétence nationale ou internationale - Chef de file. Il/elle doit être titulaire d'un Diplôme d'Etudes Supérieures (minimum bac+5) en ingénierie et développement des territoires et/ou en développement durable et avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine du développement territoriale ou du développement durable.
- Un(e) spécialiste en Droit des Organisations Territoriales. Il/elle doit être titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures (minimum bac+5) en Droit et avoir une expérience d'au moins cinq ans dans l'organisation des territoires, notamment les aspects juridiques en relation aux prérogatives des organisations territoriales.
- Un(e) Spécialiste en Ingénierie des Politiques de l'Emploi. Il/elle doit être titulaire d'au moins un Master ou diplôme de 3^{ème} cycle en économie avec une expérience d'au moins dix ans dans le développement des politiques de l'emploi.
- Un(e) Spécialiste en suivi/évaluation (S/E) des projets. Il/elle doit être titulaire d'un diplôme supérieur en statistique ou économétrie (minimum bac+5) et avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de suivi et évaluation.



- Un(e) Spécialiste en développement et mise en œuvre des plans de formation. Il/elle doit être titulaire d'un master ou diplôme supérieur en ingénierie de la formation et/ou en développement des compétences (minimum bac+5) et avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine du développement et de la mise en œuvre des plans de formation.
- Spécialiste en communication et organisation événementielles. Il/elle doit être titulaire d'un master ou diplôme supérieur en communication événementielle (minimum bac+5) ou diplôme équivalent et avoir une expérience d'au moins 05 ans dans le domaine de la communication événementielle (organisation de symposium, colloques, ateliers,... d'envergure régionale ou nationale).

Le soumissionnaire peut adjoindre à cette équipe, en guise de renfort, d'autres experts de disciplines diverses s'il le juge nécessaire et argumentaire à l'appui.

3. Les CV des membres de l'équipe, précisant les dates, domaines et qualité de leurs contributions aux consultations {diagnostic et développement territoriaux, organisation des territoires, renforcement des capacités et développement et mise en œuvre des plans de formation, organisation d'évènement et de manifestations de niveau régional et national (ateliers, séminaires, symposium, colloques, conférences...), suivi et évaluation de projets}, les lieux d'exécution des travaux et leurs bénéficiaires (notamment les services fournis au nom du soumissionnaire). Les CV doivent être exacts, complets, mis à jour, datés et signés par les intéressés.

4. Les copies certifiées conformes des diplômes des membres de l'équipe.

L'offre technique est composée d'un état de pièces qui la constituent.

ARTICLE 13: L'OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 27 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics, l'offre financière comprend :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire. Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- la décomposition du montant global dont le modèle établi par le Maître d'Ouvrage figure dans le présent dossier d'appel d'offres. Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. Les prix forfaitaires de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

Le montant total de la décomposition du montant global doit être libellé en chiffres.



En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui de la décomposition du montant global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 14 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1. Contenu des dossiers des concurrents :

Conformément à l'article 27 du décret n°2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet ;
- Le dossier administratif ;
- Le dossier technique ;
- Une offre technique ;
- Une offre financière.

2. Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois (03) enveloppes distinctes :

- a. La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratifs et technique et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Dossiers administratif et technique ».
- b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Offre financière ».
- c. La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Offre technique ».

Ces trois (3) enveloppes doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.



ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 31 et 148 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, les plis sont, au choix des concurrents, soit :

- Déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;
- transmis par voie électronique conformément à l'article 7 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et Finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 16 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu, peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 17 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Les offres seront examinées conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38, et 39 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité.

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet conformément à l'article 35 du décret n° 2-12-349 précité. Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

Les travaux de cette commission se dérouleront conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 154 du décret n° 2-12-349 précité.



ARTICLE 18 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 36 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), la commission apprécie les capacités financière et technique eu égard à la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

ARTICLE 19 : CRITERES D'EVALUATION DE LA QUALITE TECHNIQUE DES OFFRES

Une note technique (Nt) sur cent (100) sera attribuée à chaque concurrent, et calculée selon le barème indiqué dans le tableau ci-après :

Qualité de la méthodologie proposée (50 points)		
METHODOLOGIE	<ul style="list-style-type: none">Clarté et cohérence de l'approche méthodologique proposée par rapport aux exigences du CPS notamment la compréhension de la problématique et la consistance de la prestation : 5 pointsAdéquation des mécanismes garantissant la qualité de la prestation, notamment la disponibilité de l'expertise spécifique requise, la description des rôles dans l'équipe d'experts proposée, l'organisation du travail, les moyens techniques et matériels : 15 pointsPertinence, qualité et caractère approfondi des méthodologies et des techniques multidisciplinaires proposées pour effectuer les tâches décrites dans le CPS : 30 points	Note de présentation de la méthodologie
Moyens humains (50 points)		
Spécialiste en Diagnostic et développement territoriaux Chef de file (15 points) :		
DIPLOMES	Niveau 1 (Diplôme de 3 ^{ème} cycle universitaire ou ingénieur d'Etat): 2 points Niveau 2 (Doctorat) : 5 points	Copie légalisée et signée du diplôme
EXPERIENCE	<ul style="list-style-type: none">Entre 10 et 15 ans : 5 pointsPlus de 15 ans : 10 points	<ul style="list-style-type: none">Date de sa 1^{ère} contribution (à partir du CV) à une consultation dans l'ingénierie du diagnostic et développement territorial
Spécialiste en Droit des organisations territoriales (8 points) :		
DIPLOMES	Niveau 1 (Diplôme de 3 ^{ème} cycle universitaire : en Droit) : 1point Niveau 2 (Doctorat) : 2 points	Copie légalisée et signée du diplôme
EXPERIENCE	<ul style="list-style-type: none">Entre 05 et 10 ans : 3 pointsPlus de 10 ans : 6 points	Date de sa 1 ^{ère} contribution (à partir du CV) à une étude traitant du droit des organisations territoriales
Spécialiste en ingénierie des politiques d'emploi (10 points) :		
DIPLOMES	Niveau 1 (Master/Diplôme de 3 ^{ème} cycle universitaire : en économie) : 2 points Niveau 2 (Doctorat) : 4 points	Copie légalisée et signée du diplôme
EXPERIENCE	<ul style="list-style-type: none">Entre 10 et 15 ans : 3 pointsPlus de 15 ans : 6 points	Date de sa 1 ^{ère} contribution (à partir du CV) à une prestation traitant de développement de politique de l'emploi



Spécialiste en suivi évaluation des projets (6 points) :		
DIPLOMES	Niveau 1 (Diplôme sup en Statistique ou économétrie): 1point Niveau 2 (Doctorat) : 2 points	Copie légalisée et signée du diplôme
EXPERIENCE	<ul style="list-style-type: none"> Entre 5 et 10ans : 2 points Plus de 10 ans : 4 points 	Date de sa 1 ^{ère} contribution (à partir du CV) à une prestation de suivi évaluation de projet
Spécialiste en développement et mise en œuvre des plans de formation (6 points) :		
DIPLOMES	Niveau 1 (Master ou équivalent) : 1point Niveau 2 (Doctorat) : 2points	Copie légalisée et signée du diplôme
EXPERIENCE	<ul style="list-style-type: none"> Entre 5 et 10ans : 2 points Plus de 10 ans : 4 points 	Date de sa 1 ^{ère} contribution (à partir du CV) à une prestation de développement et mise en œuvre de plans de formation
Spécialiste en communication et organisation événementielles (5 points)		
DIPLOMES	Niveau 1 (Master ou diplôme supérieur en communication événementielle): 0,5pts Niveau 2 (Doctorat) : 1pts	Copie légalisée et signée du diplôme
EXPERIENCE	<ul style="list-style-type: none"> Entre 05 et 10ans : 2 points Plus de 10 ans : 4 points 	Date de sa 1 ^{ère} contribution (à partir du CV) à une prestation d'organisation de manifestations régionales ou nationales (symposium, ateliers, colloques,...)

A l'issue de cette phase, les concurrents n'ayant pas obtenu **une note supérieure ou égale à 60 points** seront éliminés. Un rapport d'évaluation technique des propositions justifiant les résultats de cette évaluation doit être établi.

ARTICLE 20 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Conformément aux dispositions des articles 40, 41 et 154 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics précité, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats ayant obtenu au moins la note technique minimale d'admissibilité issue de la grille de notation indiquée à l'article 19 ci-dessus.

La proposition la moins chère peut se voir attribuer une note financière (NF) de 100. Les notes financières des autres concurrents s'obtiendront par la formule suivante: « $Nf = 100 \times (Cm / Ci)$ »; Cm et Ci étant respectivement l'offre du candidat la moins chère et l'offre financière du soumissionnaire considéré.

ARTICLE 21 : ANALYSE TECHNICO-FINANCIERE

La sélection du concurrent sera réalisée sur la base d'une note globale (N) qui s'obtiendra par la formule suivante: « $N = 0,80 Nt + 0,20 Nf$ »; (Nt) et (Nf) étant respectivement la note technique et la note financière.

Le marché sera attribué au concurrent ayant obtenu la note globale la plus élevée.

ARTICLE 22 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2.12-349, les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.



Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 23 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics précité, l'offre doit être exprimée en dirham ou autre monnaie le cas échéant.

Pour les offres des concurrents qui ne sont pas installés au Maroc, pour être évalués et comparés aux autres concurrents, les montants de ces offres seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 24 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.



APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/DE/2017 DU 28/09/2017

SEANCE PUBLIQUE

*Passé en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16
du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.*

REGLEMENT DE CONSULTATION RELATIF

AU

**« DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE REGIONALE DE
PROMOTION DE L'EMPLOI ET RENFORCEMENT DES CAPACITES
DES ACTEURS DE PROMOTION DE L'EMPLOI »**

SIGNATURE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Directrice de l'Emploi
Signé : Amal REGHAY

LU ET APPROUVE

La Coordinatrice Générale de la Coopération Espagnole au Maroc

[Signature]
A... *Rabat*, le : **10 AOUT 2017**...

